

## Régies95, un exemple d'expérimentation réussie de formation des soignants à la santé bucco-dentaire (\*)

### **Responsable scientifique et coordonnateur de Régies95, le Dr Joseph John Baranès est un chirurgien dentiste engagé.**

Il exerce en libéral à Paris et intervient au sein du DU de l'université Paris Descartes sur la chirurgie dentaire du vieillissement. Dès 2006, il se voit confier une étude sur l'état bucco-dentaire des personnes âgées résidant en Ehpad. L'objectif de cette étude est de montrer que la formation des personnels en établissement peut améliorer la santé des résidents, sans intervention au départ des chirurgiens dentistes ou la pratique de soins invasifs. "Régies 95 est une bulle particulièrement innovante, confie le Dr Baranès. Les 70 établissements reliés permettent de mener de véritables expérimentations et d'analyser les pratiques professionnelles scientifiquement".

**"Il nous a d'abord fallu lever les freins naturels** (mettre les mains dans la bouche, lutter contre la peur de mal faire, la méconnaissance de ces pratiques...) mais au bout de seulement 6 mois, les résultats se sont révélés spectaculaires. Nous avons observé une amélioration de tous les indicateurs reconnus". En revanche, les résultats ont commencé à fléchir au bout d'un an. En cause, le turn-over des personnels dans les Ehpad. "La formation d'un référent formateur en santé orale dans chaque établissement s'est révélée nécessaire pour perpétuer la culture de santé bucco-dentaire. Aujourd'hui nous pensons qu'il en faudrait deux. Un pour l'équipe de jour, l'autre pour l'équipe de nuit. Nous avons donc conçu un module pédagogique de formation adapté aux différents soignants".

**Et pour aller plus loin, parce que l'échange transversal est fondamental,** Régies95 propose d'accompagner les médecins coordonnateurs. Une formation spécifique d'une journée leur est consacrée, en présence de deux chirurgiens dentistes et d'un médecin gériatre. "Tous les médecins coordinateurs nous ont informés que leur formation était très partielle sur la question bucco-dentaire et qu'ils avaient besoin d'approfondissement sur le sujet. D'où la nécessité de les aider dans leur mission. Ainsi équipés, ils sont avec les référents formateurs en mesure de réaliser les bilans d'entrée en établissement, préalable à une bonne prise en soin.

**D'ailleurs la vraie question aujourd'hui est celle du "juste soin".** Jusqu'où doit-on (peut-on) aller avec une personne qui n'a peut-être que trois ou quatre ans à vivre ? "Lui permettre de conserver une bonne hygiène est fondamental pour son bien-être, sa vie sociale, et le maintien de sa capacité à s'alimenter et donc à vivre, mais réaliser des soins invasifs, poser des implants, peut-être pas...", ajoute le Dr Baranès. "Pour cela, nous nous appuyons sur tous les soignants, cadre de santé, AMP, infirmier... Ils sont les véritables sentinelles. Mais sans formation, rien ne sera jamais possible".

### **Associer les dentistes**

Régies95 a bien compris l'intérêt de mobiliser l'ensemble des acteurs. Parmi eux, les dentistes ne sont pas en reste. "Il faut leur donner la possibilité de continuer à soigner leurs patients, même en Ehpad. Sur plus de 500 dentistes du Val d'Oise contactés, près de 80 dentistes nous ont répondu. Cela révèle que les soignants sont volontaires à la prise en charge des personnes âgées en Ehpad mais ne savent pas toujours comment procéder. Les soins dentaires, la chirurgie, le changement de prothèse sont à mettre en rapport avec une évaluation du bénéfice risqué. Il est dépendant d'un grand nombre de paramètres difficiles à maîtriser dans le contexte.

**Autre dossier difficile, les urgences.** Une personne qui souffre (et devient agressive) doit pouvoir bénéficier d'une réponse rapide, par un transfert à l'hôpital de proximité ou par la venue d'une équipe mobile au lit du malade. Or aujourd'hui la réglementation est encore compliquée. Les unités mobiles ne sont pas formées et s'il existe une réelle bonne volonté, nous n'avons aucune garantie de couverture.

L'essaimage et le développement de ces initiatives sur l'ensemble du territoire ne seront possibles que par la formation, une reconnaissance législative et des moyens financiers. A noter que Réunica a été depuis le début le principal financeur. L'Agence Régionale de Santé n'accompagnera le projet qu'à partir de 2015.

JV  
mis à jour le 21/10/2014